

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

**Décret n° 71-118 du 3 février 1971 relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (C. A. P. E. P. S.).**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 45-438 du 17 mars 1945 modifié relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive, et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 59-57 du 6 janvier 1959 portant réforme de l'enseignement public, modifié notamment en son article 34 par le décret n° 65-438 du 10 juin 1965 (art. 34 nouveau créant un baccalauréat de technicien) ;

Vu la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 (loi d'orientation de l'enseignement supérieur) ;

Vu le décret n° 68-1008 du 20 novembre 1968 relatif à la délivrance du titre de bachelier technicien ;

Vu le décret n° 69-1264 du 26 décembre 1969 accordant la reconnaissance du titre de bachelier technicien aux titulaires du brevet supérieur d'études commerciales (B. S. E. C.) ;

Vu l'arrêté en date du 25 août 1969 fixant la liste des titres admis en dispense du baccalauréat de l'enseignement du second degré en vue de la poursuite d'études dans les universités, complété par l'arrêté du 10 novembre 1969,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 2 du décret n° 45-438 du 17 mars 1945 créant un certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive est modifié comme suit en ce qui concerne les titres et diplômes exigés :

« Art. 2 (nouveau). — Nul ne peut se présenter aux épreuves de la première partie s'il n'est :

« Agé de dix-huit ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen ;

« Titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, ou de l'un des titres suivants, admis en dispense du baccalauréat de l'enseignement du second degré en vue de l'inscription dans les universités :

« Baccalauréat de technicien ;

« Brevet supérieur d'études commerciales obtenu postérieurement au 10 juin 1965,

ou, à défaut, s'il n'a été reçu aux examens d'entrée en faculté (avant l'intervention de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur) ou en unité d'enseignement et de recherche dans les universités nouvellement constituées. »

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus prendront effet à la rentrée scolaire de 1971.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 février 1971.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,  
OLIVIER GUICHARD.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,  
JOSEPH COMITI.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la fonction publique,  
PHILIPPE MALAUD.

Le secrétaire d'Etat  
auprès du ministre de l'éducation nationale,  
PIERRE BILLECOQ.

## MINISTRE D'ETAT CHARGE DE LA DÉFENSE NATIONALE

**Acquisition des terrains nécessaires à l'extension de la poudrerie nationale de Sorgues (Vaucluse) (déclaration d'utilité publique).**

Par arrêté du 28 janvier 1971, est déclarée d'utilité publique, en vue de l'extension de la poudrerie nationale de Sorgues (Vaucluse), l'acquisition par l'Etat, au besoin par voie d'expropriation, de terrains d'une superficie totale de 94 hectares 71 ares 27 centiares sis sur le territoire de la commune de Sorgues (Vaucluse), lieuxdits Fontgaillarde, Les Combes, Le Pouli Camin Ouest et La Queue de la Traille.

Ces terrains figurent, délimités par un trait rouge, sur le plan parcellaire joint au présent arrêté et sont désignés à l'état parcellaire également annexé.

La prise de possession des biens cités ci-dessus est déclarée urgente au sens des dispositions des articles 28 et 29 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 et du chapitre IV du décret du 20 novembre 1959.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Le maître de l'ouvrage sera tenu de remédier aux dommages causés éventuellement aux exploitations agricoles, dans les conditions prévues par l'article 10 modifié de la loi du 8 août 1962.

La présente opération ne revêt pas un caractère linéaire au sens défini par le décret du 26 avril 1968.

## MINISTRE DE LA JUSTICE

**Création et désignation des membres de la commission chargée d'étudier les critères d'attribution du régime pénitentiaire spécial prévu par l'article D. 490 du code de procédure pénale.**

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu les articles 728 et D. 490 du code de procédure pénale,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé une commission chargée d'étudier et de définir les critères en application desquels peut être accordé dans les meilleures conditions d'objectivité possibles, le régime pénitentiaire spécial que l'article D. 490 du code de procédure pénale permet d'attribuer à certains détenus subissant une détention provisoire ou une peine privative de liberté.

Cette commission adressera au garde des sceaux, ministre de la justice, toutes recommandations qu'elle estimera utiles.

Art. 2. — La commission prévue par l'article 1<sup>er</sup> est composée de :

M. Maurice Aydalot, premier président de la Cour de cassation, président du conseil de législation pénale ;

M<sup>re</sup> Paul Baudet, avocat à la cour d'appel de Paris, ancien membre du conseil de l'ordre, membre du conseil de législation pénale ;

M. René Cassin, prix Nobel de la paix, président de l'institut international des droits de l'homme (consultant) ;

M<sup>re</sup> Jean-Jacques de Felice, avocat à la cour d'appel de Paris, membre du conseil central de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen ;

M. Robert Jambu-Merlin, professeur de droit à la faculté de Paris, membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire ;

M. Alexandre Parodi, vice-président du Conseil d'Etat ;

M<sup>re</sup> Jean Rhodain, ancien déporté, aumônier général des prisons.

La commission désignera celui de ses membres qui en assurera la présidence.

Art. 3. — M. Xavier Nicot, magistrat, sous-directeur à la direction de l'administration pénitentiaire, assurera le secrétariat de la commission.

Art. 4. — La commission pourra entendre toute personne qu'il lui paraîtra nécessaire de convoquer pour son information.

Art. 5. — Le directeur des affaires criminelles et des grâces et le directeur de l'administration pénitentiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 février 1971.

RÉNÉ PLEVEN.